



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

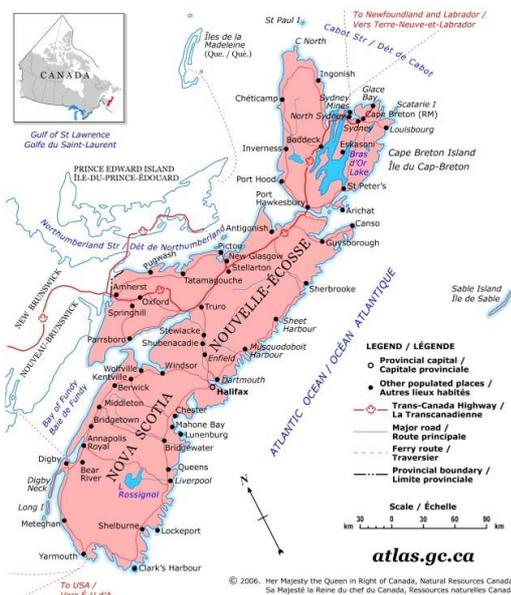


ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE MONTRÉAL

Mai 2021



En bref

Rassemblant 2,6 % de la population canadienne et 2,1 % du PIB national en 2020, la Nouvelle-Écosse est la province la plus peuplée du Canada Atlantique. Cette péninsule est dotée d'un long littoral découpé qui a permis l'implantation de nombreux ports de pêche et de marchandises, dont le plus important est le port d'Halifax.

L'océan joue un rôle économique très important pour la province qui accueille une des 5 « supergrappes » d'innovation canadienne : la « supergrappe » de l'économie océanique.

Même si la présence française est discrète en Nouvelle-Écosse, l'entreprise Michelin est l'un des principaux employeurs de la province.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population (T1 2021)** : 38 048 738 habitants
- **Densité de population** : 3,8 hab. /km²
- **PIB en termes de revenus (2020)** : 2 204 Md CAD
- **PIB/hab. (2019)** : 61 466 CAD
- **Taux de chômage (avril 2021)** : 8,1 %
- **Solde budgétaire fédéral (2020-2021)** : - 354 Md CAD (16,1% du PIB)
- **Dettes nette fédérale (2020-2021)** : 1 080 Md CAD (49 % PIB)
- **Exportations internationales de biens (2020)** : 522 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2020)** : 542 Md CAD
- **Balance commerciale (2020)** : - 20 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2020 (biens)** : États-Unis (60,9 %) ; Chine (9,5 %) ; Mexique (3,4 %) ; Royaume-Uni (2,6 %) ; Japon (2,4 %)
- **Échanges de biens France – Canada (2020)** : 10,2 Md CAD

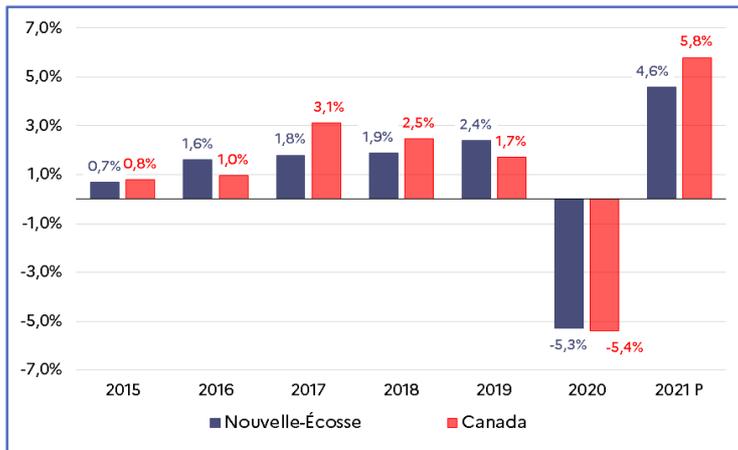


- **Superficie** : 55 283 km²
- **Population (T1 2021)** : 979 449 habitants
- **Densité de population** : 17,7 hab. /km²
- **PIB en terme de revenus (2020)** : 47 Md CAD
- **PIB/hab. (2019)** : 48 039 CAD
- **Taux de chômage (avril 2021)** : 8,1 %
- **Solde budgétaire (2020-2021)** : - 706 M CAD (1,6 % du PIB)
- **Dettes nette (mars 2021)** : 16,7 Md CAD (37,4 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens (2020)** : 5,3 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2020)** : 8,3 Md CAD
- **Balance commerciale (2020)** : - 3,1 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2020 (biens)** : États-Unis (29,3 %) ; Allemagne (14,0 %) ; Belgique (10,6 %) ; Chine (8,6 %)
- **Échanges France – Nouvelle-Ecosse (2020)** : 189 M CAD

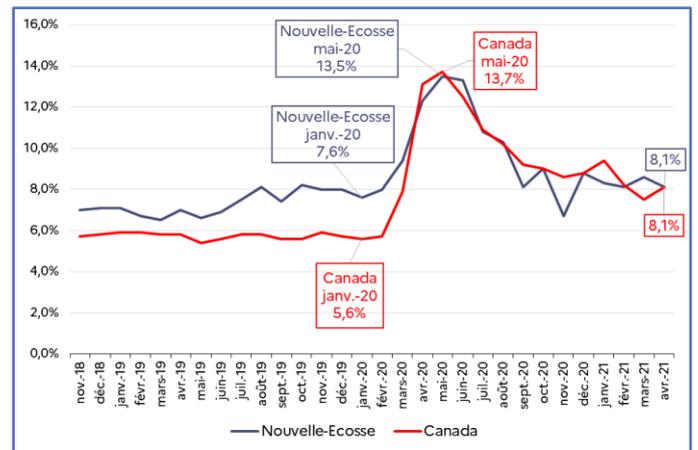


Principaux indicateurs économiques

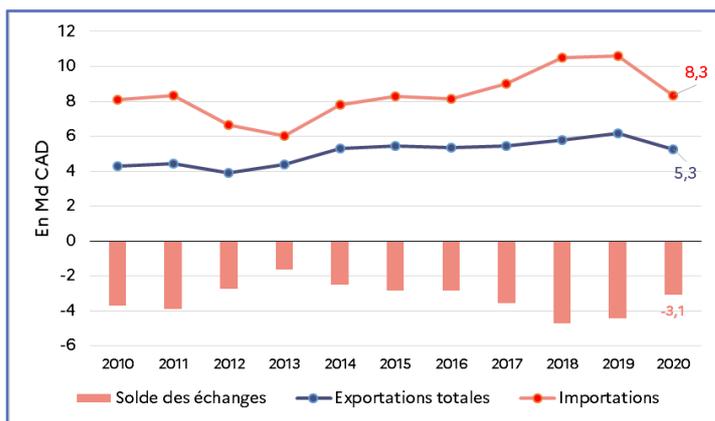
Taux de croissance du PIB



Evolution du taux de chômage

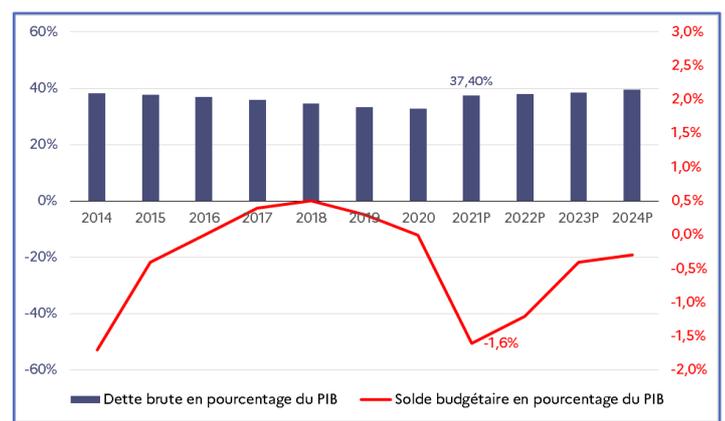


Commerce international de biens



Source : Statistique Canada

Dettes et solde budgétaire



Source : Budget Nouvelle-Écosse 2021-2022, TD Economics

Présentation générale

Avec 979 450 habitants au 1^{er} trimestre 2021, la Nouvelle-Écosse représente environ 2,6 % de la population canadienne totale, répartis sur 55 283 km² (soit l'équivalent du Danemark). C'est la province la plus peuplée du Canada Atlantique. Cette péninsule est dotée d'un long littoral découpé qui a permis l'implantation de nombreux ports de pêche et de marchandises, dont le plus important est le port d'Halifax : le volume de son trafic était de 4,2 MT en 2020. Il emploie directement ou indirectement plus de 13 600 personnes et son impact économique représente 2,45 Md CAD (1,6 Md €)/an. Halifax est également la capitale provinciale et concentre dans sa région plus de 40 % de la population. La deuxième grande ville de la Nouvelle-Écosse est Sydney, sur l'île de Cap Breton.

La région est très majoritairement anglophone, le français n'étant la langue maternelle que pour 3,7 % des habitants (Acadiens vivant principalement sur la côte sud-ouest/Baie de Fundy mais aussi à Halifax).

Le premier ministre Iain Rankin, du Parti Libéral de Nouvelle-Écosse, a pris ses fonctions en février 2021.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,6 %

Part de la population canadienne

Perspectives économiques

La pandémie met fin à plusieurs années de croissance

La Nouvelle-Ecosse a connu une croissance économique forte en 2019, avec une hausse du PIB réel de 2,4 %, bien supérieure à la prévision budgétaire du gouvernement provincial (0,8 %). La province profitait d'une forte croissance démographique et de la bonne santé du marché du travail poussé par la consommation et les investissements immobiliers. L'emploi avait progressé de 2,2 % en 2019 et le taux de chômage avait atteint 7,2 %, le taux le plus bas enregistré depuis le début des années 70.

La pandémie a eu un impact majeur sur l'économie de la province qui a vu son PIB se contracter de 5,3 % en 2020. La faiblesse de la consommation des ménages (notamment pour les services) et la baisse des activités de commerce et d'investissement n'ont pu être que partiellement compensées par l'augmentation des dépenses du gouvernement et les aides aux ménages.

Les variations de l'emploi ont été extrêmes en 2020 avec un taux de chômage record à 13,5 % en mai 2020. En février 2021, le marché de l'emploi de la Nouvelle-Ecosse a cependant presque retrouvé son niveau de février 2020 (baisse de l'emploi de 0,4 % en février 2021 par rapport à février 2020). Parmi les provinces canadiennes c'est en Nouvelle-Ecosse que le rebond de l'emploi est le plus fort.

Pour l'année 2021, le gouvernement prévoit une croissance de 4,6 % qui fait suite à une contraction de 5,3 % en 2020 en raison de la pandémie. Avec l'ambition de devenir la première province canadienne à atteindre la carboneutralité, la Nouvelle-Écosse veut faire de la transition écologique un vecteur de croissance. Le gouvernement actuel a annoncé en ce sens la création d'un conseil de la croissance économique consacré à l'économie verte. La province a déjà réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 26 % par rapport à 2005 et a pour objectif d'atteindre une baisse de 53 % d'ici 2030.

LE CHIFFRE À RETENIR

-5,3 %

Contraction du PIB réel en 2020

Finances publiques

La Nouvelle-Écosse est entrée dans la crise liée à la pandémie dans une situation budgétaire relativement enviable, ayant connu quatre excédents budgétaires successifs jusqu'en 2019-2020. La province devrait terminer l'exercice 2020-2021 avec un déficit budgétaire de 706 M CAD (461 M €) (1,6 % du PIB), soit le deuxième déficit le plus important de toute l'histoire de la province. Le ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse, Labi Kousoulis a souligné que le budget 2021-2022 incluait seulement un déficit de court terme (585 M CAD, 1,2 % du PIB) mais aucun déficit structurel. Malgré le rétablissement de l'économie, la poursuite de la pandémie entraîne des dépenses supplémentaires : le gouvernement continuera de soutenir les efforts contre la COVID-19 avec un investissement de 64,2 M CAD pour l'achat d'équipements de protection individuelle et 24 M CAD pour la distribution de vaccins. Le budget prévoit un investissement de 26 M CAD dans un fonds vert de lutte contre le changement climatique et un investissement de 35,2 M CAD pour une aide au revenu afin que chaque adulte éligible puisse recevoir 100 CAD de plus par mois.

Des déficits sont donc prévus pour les exercices à venir : 218 M CAD (0,4 % du PIB) pour 2022-2023 et 176 M CAD (0,3 % du PIB) pour 2023-2024. L'équilibre budgétaire devrait revenir au cours de l'exercice 2024-2025.

La dette nette provinciale devrait s'élever à 16,7 Md CAD (10,1 M €) à la fin de 2020-2021, environ 1 Md CAD de plus que dans le plan budgétaire de février 2020. Le ratio dette nette/PIB augmente chaque année du cadre budgétaire, dépassant 40 % d'ici 2024-2025. La charge d'intérêts reste relativement légère.

Aspects sectoriels

L'économie de la province est très majoritairement aujourd'hui une économie de services. Après une phase difficile de restructuration (pêche, charbon, sidérurgie), la Nouvelle-Écosse est aujourd'hui reconnue comme le centre financier et commercial des quatre provinces Atlantiques, avec des infrastructures de pointe comprenant un aéroport international, un port marchand de niveau mondial et un vaste réseau de fibre optique à haut débit.

Son profil économique s'apprécie différemment selon que l'on considère la capitale (qui évolue de plus en plus vers les services) ou les régions plus rurales encore spécialisées dans les secteurs traditionnels (énergie, agriculture, exploitation forestière, pêche et production manufacturière).

Total	Part du PIB en 2019	Estimation de croissance 2020-2022
	100%	4,00%
Services immobiliers et services de location et de location à bail	15,8%	2,5%
Administrations publiques	12,6%	1,4%
Soins de santé et assistance sociale	11,0%	2,8%
Commerce	9,5%	8,9%
Secteur des biens - Fabrication	7,6%	3,8%
Services d'enseignement	6,9%	3,5%
Secteur des biens - Construction	5,9%	12,0%
Finance et assurances	5,7%	2,0%
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,5%	2,5%
Transport et entreposage	3,6%	4,6%
Secteur des biens - Agriculture, forêts, pêche	3,4%	7,8%
Industrie de l'information et industrie culturelle	3,0%	2,0%
Services d'hébergement et de restauration	2,7%	18,8%
Services administratifs, services de soutien	2,1%	1,8%
Secteur des biens - Services publics	2,1%	3,1%
Secteur des biens - Industries d'extraction (mines, pétrole, gaz)	0,8%	2,3%
Arts, spectacles et loisirs	0,6%	31,6%
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,2%	2,3%
Autres	2,1%	6,4%

- ❖ **Pêche et agriculture** : les produits de l'agriculture et de la pêche constituaient en 2020 le 1^{er} secteur à l'export (35,5 % des exportations totales de la province). Malgré les nouvelles installations de manutention de marchandises à l'aéroport de Halifax, la pandémie a affecté durement les exportations vers les pays asiatiques. Le secteur primaire occupe encore une bonne place avec notamment l'exploitation agricole (lait, pommes de terre, bleuets et pommes) et surtout piscicoles.
- ❖ **Pneumatiques** : sous l'impulsion de l'entreprise Michelin, le secteur de la fabrication de pneumatiques est le 2^{ème} secteur à l'export (19,2 % des exportations totales de la province). Les fermetures dues aux mesures sanitaires expliquent une partie de la baisse des exportations dans ce secteur en 2020 (-23 %).
- ❖ **Produits forestiers** : En 2020, l'industrie de la pâte à papier (4,1 % des exports) a été particulièrement touchée par la pandémie et la fermeture de l'usine Northern Pulp Mill (-77 % par rapport à 2019). L'augmentation des exportations de bois (4,4 % des exportations ; augmentation de 23 %) est venue légèrement compenser les pertes du secteur des pâtes et papiers. L'industrie forestière génère environ 11 500 emplois directs et indirects dans la province.
- ❖ **Energie** : Le secteur de la production de gaz naturel est en très net déclin : les exportations ont atteint 329 000 CAD en 2019 alors qu'elles avaient atteint 607 M CAD en 2014, année où la plateforme pétrolière Deep Panuke a été mise en exploitation. La production a été arrêtée en 2019, tout comme celle de la plateforme de Sable Island. Sur le plus long terme, les deux projets d'usine de GNL de Goldboro (8,3 Md CAD) et Byers Cove (4 Md CAD) pourraient fortement dynamiser l'économie provinciale. Peridae Energy qui gère le projet de Goldboro a annoncé le début de la construction pour l'été 2021. Au niveau des infrastructures, le gazoduc de 1 300 km construit par la Maritimes and Northeast Pipeline Limited relie directement la province au marché du Nord-Est des États-Unis et au système nord-américain de pipelines gaziers.

La province mise aussi sur les technologies propres notamment la production d'électricité dans la Baie de Fundy où les marées sont les plus puissantes du monde. Le centre de recherche canadien pour l'énergie marémotrice est en Nouvelle Écosse (Fundy Ocean Research Centre for Energy (FORCE)). La province abrite aussi un centre de recherche de Tesla sur les batteries avec l'université Dalhousie d'Halifax.
- ❖ **Mines** : la mine de charbon Donkin de Cap Breton, a fermé de manière permanente en mars 2020. Les exportations de charbon avaient baissé de 86 % en 2019 par rapport à 2018. La mine d'or de Touquoy, détenue par St Barbara (Atlantic Gold), a ouvert en octobre 2017 et la production commerciale a commencé le 1^{er} mars 2018.
- ❖ **Défense et aérospatiale** : ce secteur représente plus de 15 000 emplois en Nouvelle-Écosse. Plus de 40 % de l'actif militaire canadien en valeur y est localisé. Cette orientation se traduit par la présence de nombreuses infrastructures militaires fédérales et de grandes entreprises. Le chantier Irving Shipbuilding d'Halifax est notamment chargé de la construction de 5 navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique commandés par le gouvernement fédéral pour une valeur totale de 3,5 Md CAD. Le premier navire a été livré en juillet 2020.
- ❖ **Services financiers** : Halifax accueille des centres de back & middle office de plusieurs établissements financiers. Plus de 20 000 personnes travaillent dans le secteur des services financiers.

L'océan joue un rôle économique très important pour la province. Le 15 février 2018, le gouvernement canadien a annoncé que le [cluster de l'économie océanique dans les Provinces de l'Atlantique](#) était l'une des 5 supergrappes retenues dans le cadre de l'initiative fédérale des supergrappes d'innovation qui vise à financer à hauteur de 950 M CAD des projets innovateurs entre 2018 et 2022. Ce cluster, qui regroupe des acteurs privés, publics et académiques, ambitionne de devenir un centre de recherche

et d'innovation de pointe dans les industries du secteur maritime, entre autres la pêche et l'aquaculture, la valorisation du pétrole et du gaz extracôtier, la défense, la construction navale, les transports et les énergies propres. Le pôle retient parmi ses objectifs le développement de projets technologiques axés sur la « numérisation » des opérations maritimes (véhicules maritimes autonomes, réseaux de capteurs). Parmi les membres Néo-écossais du cluster, on compte notamment Irving Shipbuilding, Scotia Seafood Producers, Emera Inc. et l'Université Dalhousie. Les retombées économiques prévues sur 10 ans dans les Provinces Atlantiques sont estimées à 14 Md CAD et la création de plus de 3 000 emplois est attendue.

Relations économiques bilatérales

Les échanges de biens entre la France et le Nouvelle-Écosse en 2020

Après avoir atteint leur plus haut niveau en 10 ans en 2019, les échanges entre la France et la Nouvelle-Écosse ont diminué très fortement en 2020. Sous l'effet de la fin des livraisons de l'important contrat militaire de Renault Trucks (camions et véhicules spéciaux), les exportations françaises baissent de 82,0 % (-468 M CAD entre 2019 et 2020). Les importations de produits de la Nouvelle-Ecosse en France connaissent elles une baisse plus limitée (-3,1 %).

La principale catégorie de produits français exportés reste en 2020 les « Matériels de transport » malgré une chute de 90,8 %. Les exportations de « voitures et autres véhicules terrestres » passent de 364,7 M CAD en 2019 à 3,6 M CAD en 2020 avec les dernières livraisons du contrat de Renault. Du côté des matériels de transport de la navigation aérienne on constate une baisse des exportations françaises de 24,9 %. Malgré la crise sanitaire et la baisse des ventes d'alcools français, les exportations de produits alimentaires et surtout les chocolats se portent bien (+ 88,1 %). Du côté des importations de produits de la Nouvelle-Écosse en France, elles sont composées à plus de 60 % de poissons et crustacées (surtout coquilles St-Jacques et homards)

Les échanges de biens France – Nouvelle-Ecosse en 2020

	M CAD	M €	Évolution 2020/2019
Exportations françaises	103,1	67,4	- 82,0 %
Importations	86,3	56,4	- 3,1 %
Total des échanges	189,4	123,8	- 71,3 %
Solde des échanges	16,9	11,0	- 96,5 %

Une présence française marquée dans les pneumatiques, l'aéronautique et le secteur énergétique

La présence française en Nouvelle-Écosse se concentre sur la fabrication de pneumatiques, la construction aéronautique et de défense et le secteur énergétique :

- **Michelin, principale entreprise française** présente dans la province avec la majeure partie de ses outils industriels au Canada. Le groupe, 1^{er} employeur privé de la province, y emploie **3 200 personnes sur 3 unités de production** : Granton, Waterville et Bridgewater.

- **Stelia Aerospace** : conception, développement et fabrication de pièces composites pour les industries aéronautique, spatiale et de défense. Le siège social pour l'Amérique du Nord est à Lunenburg.
- **Lafarge** (cimenterie de Brookfield). Etablie depuis 1965, l'unique cimenterie des provinces atlantiques produit 200 000 t/an de ciment et emploie 60 personnes.
- **Ubisoft** : le développeur et distributeur de jeux vidéo Ubisoft a fait l'acquisition du studio Longtail Halifax en 2015. Ubisoft Halifax compte près de 80 employés et se spécialise dans le développement de jeux mobiles.

Mentionnons également **Thalès** (avec ses filiales du secteur naval : Thales Naval Systems Support Canada et Thales Geosolutions), **Degrémont**, **Essilor** (petite unité de production de matériel optique : Eastern Optical Laboratories Limited), **Alstom Power** (Dartmouth, services techniques), **Areva**, **Servisair** (Halifax) et **Air Liquide**.

Ressources documentaires :

[Nouvelle-Ecosse : Documents budgétaires 2021-2022](#)

[Agence d'attractivité de la Nouvelle-Ecosse : Nova Scotia Business Inc.](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Montréal
Rédacteurs : Erika Montagnac, Samuel Lefebvre

Source des données : [Statistique Canada](#), [Gouvernement de la Nouvelle-Ecosse](#)

*Taux de change utilisé : taux annuel 2020 de la Banque du Canada : 1 € = 1,5298 CAD